

*Les crédits*

Parce que notre blé était de qualité supérieure et qu'on peut facilement se le procurer en s'adressant à la Commission canadienne du blé, la Commission et les agriculteurs ont pu satisfaire la demande. C'est triste, après s'être laissé dire que l'Accord de libre-échange ouvrirait les marchés des États-Unis aux produits canadiens et en garantirait même l'accès, de voir tout à coup s'abattre une autre mesure compensatrice sur nos exportations aux États-Unis, d'abord de porc sur pied, puis de porc abattu.

Quand nous en avons parlé aux représentants américains, ils ont répondu qu'ils avaient évidemment le droit d'intervenir en vertu du bill omnibus sur le commerce qui l'emporte sur l'Accord de libre-échange. Ce dernier n'a été ratifié qu'après l'entrée en vigueur du bill omnibus.

Il y a donc ces mesures qui frappent le porc canadien, le porc sur pied, ces menaces qui pèsent sur nos producteurs de blé durum et il est aussi question d'une mesure contre les exportations de boeuf canadien aux États-Unis. Je n'ai pourtant entendu aucun des ministres dire quelles mesures ils prendront contre les États-Unis ou, en fait, quelles lois les Américains ont modifiées pour conclure l'Accord de libre-échange.

Je suis scandalisé que le gouvernement d'un pays doté d'autant de ressources que le Canada se laisse coincer au point de se voir interdire ces marchés, les Américains menaçant en plus de prendre des mesures compensatrices que devait interdire l'Accord de libre-échange.

Je suis également plutôt scandalisé quand je lis les divers comptes rendus sur les négociations du GATT. Il circule divers mots à la mode. Celui qui retient le plus mon attention est «tarification». Si nous demandons ce que signifie le terme «tarification», certains des négociateurs et des fonctionnaires nous disent qu'il signifie: supprimer et remplacer par des droits tarifaires toutes les restrictions et toutes les barrières à l'importation, qui sont peut-être parfois invisibles mais existent néanmoins et dont certaines sont prévues par des dispositions législatives. Bien entendu, la démarche suivante consistera à négocier ces tarifs à la baisse, étape par étape, jusqu'à ce que les produits circulent librement entre les différents pays.

• (1550)

En toute sincérité, bien qu'il puisse être enthousiasmant d'entendre des gens dire qu'ils peuvent faire concurrence aux États-Unis, nous devons nous rendre compte que les règles du jeu ne sont pas les mêmes pour tous, car c'est Dame Nature qui en a décidé ainsi. Au Texas, par exemple, on peut produire jusqu'à trois récoltes par année, en Californie, trois récoltes de tomates par année, mais en Ontario, seulement une. Évidemment, nous pouvons alors deviner où les produits seront cultivés si nous optons pour la tarification et si nous négocions la suppression de toutes les subventions.

Le Canada a énormément de potentiel et de savoir-faire dans la production agricole, mais nous devons prendre conscience du fait que le climat ne nous est pas favorable. Compte tenu de cela, aucun pays ne devrait s'en laisser imposer au point de ne pas pouvoir produire ses propres denrées alimentaires parce qu'on s'est emparé de son marché.

Vendredi dernier, j'ai eu l'honneur de m'entretenir avec M. John Kenneth Galbraith, économiste de renommée mondiale. Il a dit:

Je crois réellement que le Canada, tout comme les États-Unis, possède une identité culturelle qui se manifeste dans la ferme familiale.

Il a ajouté:

J'ai toujours pensé qu'en règle générale l'agriculture doit être assujettie à des offices de contrôle de l'offre ou de commercialisation de la production. Contrairement à ce qu'on observe chez General Motors (ou dans d'autres grosses sociétés), il n'y a en agriculture aucun contrôle interne de la production totale. Or, il est essentiel d'assujettir l'agriculture à un contrôle.

Pourtant, notre gouvernement saborde systématiquement les diverses structures de commercialisation que différents gouvernements ont mises en place, qui nous ont si bien servi dans les dernières années et qui faisaient l'envie des producteurs du monde entier. On a même dit que c'était le système de commercialisation le plus perfectionné du monde. Jamais nous n'avons causé d'excédents de l'un ou l'autre des produits qui entrent dans le système de production planifiée.